



## RÈGLEMENT DE CONSULTATION

### MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**12/2025**

---

### TRAVAUX ET MISE EN ŒUVRE DE VIDÉOPROTECTION URBAINE

MARCHÉ À PROCÉDURE ADAPTÉE

Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif aux marchés publics

---

Date et heure limites de réception des offres :

**18 juillet 2025 à 12h00**

**COMMUNE NOUVELLE DE VILLEDIEU-LES-POÊLES-ROUFFIGNY**

Hôtel de Ville

Place de la république

50800 VILLEDIEU-LES-POÊLES-ROUFFIGNY

Tél. : 02 33 61 00 16

## TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	2
1 – OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1 - OBJET	3
1.2 - MODE DE PASSATION	4
1.3 - TYPE ET FORME DE CONTRAT	4
1.4 - DÉCOMPOSITION DE LA CONSULTATION	4
1.5 - NOMENCLATURE	4
1.6 - RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	4
2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES	4
2.2 - FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT	4
2.3 - VARIANTES	5
2.4 – VARIANTES EXIGÉES OU PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES OU ALTERNATIVES	5
3 - LES INTERVENANTS	5
3.1 - MAÎTRISE D'ŒUVRE	5
3.2 - CONTRÔLE TECHNIQUE	5
3.3 - SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS	5
4 - CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT	5
4.1 - DURÉE DU CONTRAT OU DÉLAI D'EXÉCUTION	5
4.2 - MODALITÉS ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT	6
4.3 - CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION	6
5 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
6 - PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
6.1 - DOCUMENTS À PRODUIRE	7
6.2 - PRÉSENTATION DES VARIANTES	10
6.3 - PRÉSENTATION DES PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES / VARIANTES EXIGÉES	10
6.4 - USAGE DE MATÉRIAUX DE TYPE NOUVEAU	10
6.5 – PRÉCISIONS SUR LA SIGNATURE PAR L'OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE DES PIÈCES AFFÉRENTES À SA CANDIDATURE ET À SON OFFRE	11
6.6 - VISITES SUR SITE	11
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	11
7.1 - Transmission électronique	11
8 - EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	13
8.1 - SÉLECTION DES CANDIDATURES	13
8.2 - ATTRIBUTION DES MARCHÉS	13
8.3 - SUITE À DONNER À LA CONSULTATION	16
9 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	17
9.1 - ADRESSES SUPPLÉMENTAIRES ET POINTS DE CONTACT	17
9.2 - PROCÉDURES DE RECOURS	18
9.3) MODALITÉS DE CONSULTATION DES CONTRATS :	18

## 1 – OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

### 1.1 - OBJET

Les stipulations du présent règlement de la consultation concernent les opérations de travaux relatifs à la création du dispositif de vidéoprotection urbaine.

Dans le cadre général de l'amélioration de la sécurité des personnes et des biens, et afin de lutter contre la délinquance, les incivilités et l'insécurité, la Commune Nouvelle de Villedieu-les-Poêles-Rouffigny souhaite en effet créer son dispositif de vidéoprotection urbaine.

Le présent contrat est soumis aux obligations du Décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution. Ce texte prévoit notamment l'envoi des déclarations de travaux (DT) et des déclarations d'intention de commencement des travaux (DICT).

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes.

Le présent marché comprend en outre les prestations suivantes :

#### **Points vidéo et transmissions**

Fourniture et installation de l'infrastructure (Caméras, antennes, mâts, armoires, tableaux électriques...).

Démontage et montage

Travaux de génie civil nécessaires.

Fourniture, installation, raccordement, configuration, réglage et test des caméras, de leurs éventuels accessoires et de leurs supports.

Fourniture, installation, raccordement, configuration, réglage et test de tout type d'interfaces nécessaires à la bonne transmission des données du système (liaisons hertziennes, optiques...).

#### **Système central de traitement des flux vidéo et CSU**

Fourniture, installation, configuration et test des outils informatiques permettant l'exploitation et l'enregistrement des flux vidéo.

Fourniture et installation du mobilier du Local Technique Vidéo et du CSU.

Fourniture et installation des écrans, du mur d'écran ;

Prestations de formation et d'assistance au démarrage.

#### **La maintenance préventive et curative**

**Lieu(x) d'exécution** : Sur le territoire de la Commune Nouvelle de Villedieu-les-Poêles-Rouffigny (50 - Manche).

## 1.2 - MODE DE PASSATION

La procédure de passation utilisée est une procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions de l'article R.2123-1 du code de la commande publique.

En application des dispositions de l'article R2132-3 du code de la commande publique, les documents relatifs à la candidature et les documents relatifs à l'offre doivent être obligatoirement déposés sur le site : <https://www.coindesarchis.fr>

**ATTENTION :** *Toute information concernant la consultation (modification des documents, réponses aux questions posées en cours de procédure, courriers de négociation, d'attribution, de rejet, etc.) sera adressée via la plateforme de dématérialisation (<https://www.coindesarchis.fr>), à l'adresse électronique communiquée par le(s) candidat(s) lors de leur inscription sur la plateforme de dématérialisation.*

*Cette adresse doit être **valide pendant toute la durée de la procédure**. En cas d'adresse électronique erronée ou non accessible qui empêche le(s) candidat(s) d'accéder aux échanges d'informations, la Commune Nouvelle ne pourra être tenue pour responsable de l'impossibilité d'accéder et/ou de répondre aux informations et/ou sollicitations échangées par ces moyens de communication.*

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité dans le cadre de cette procédure d'engager des négociations avec les candidats sélectionnés dans les conditions visées à l'article 8.3 du présent règlement. Bien qu'envisagé, le pouvoir adjudicateur pourra renoncer à l'ouverture de cette phase.

## 1.3 - TYPE ET FORME DE CONTRAT

L'accord-cadre avec minimum et maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il fixe les conditions d'exécution des prestations et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix.

Le montant total des prestations pour la durée de l'accord-cadre est défini(e) comme suit :

- Montant minimum annuel : 0 € HT.
- Montant maximum annuel : 50 000 € HT

Les modalités de variation des prix sont fixées dans le CCAP.

## 1.4 - DÉCOMPOSITION DE LA CONSULTATION

Il n'est pas prévu de décomposition en lots eu égard à la complexité technique, à l'interopérabilité des différentes technologies ainsi qu'à la conséquence probable au niveau financier.

## 1.5 - NOMENCLATURE

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code	Description
45233292-2	Installation de dispositifs de sécurité.
45222000-9	Travaux de construction d'ouvrages de génie civil, excepté ponts,

	tunnels, puits et passages souterrains
71323100-9	Services de conception de réseaux d'énergie électrique
32223000-2	Appareils de transmission vidéo
30000000-9	Machines, matériel et fourniture informatique et de bureau, excepté les meubles et logiciels
48627000-9	Logiciels de système d'exploitation en temps réel
32323500-8	Système de surveillance vidéo.
35125300-2	Caméras de sécurité.
32424000-1	Infrastructure de réseau.
45310000-3	Travaux d'équipement électrique.

## 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 2.1 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un groupement.

Aucune forme de groupement ne sera imposée au titulaire.

Les opérateurs économiques sont donc autorisés à se porter candidat sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Dans les deux formes de groupements, il appartient aux membres du groupement de désigner dans l'acte d'engagement parmi l'un d'eux un mandataire. Ce dernier représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation du marché. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour le présent marché.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Conformément à l'article R. 2151-7 du code de la commande publique, il est interdit de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membre d'un ou plusieurs groupement(s),
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait,

il peut demander au pouvoir adjudicateur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs sous-traitant(s). Le pouvoir adjudicateur se prononce sur cette demande après examen de la capacité professionnelle, technique et financière de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation.

## 2.3 - VARIANTES

Aucune variante n'est autorisée.

## 2.4 – VARIANTES EXIGÉES OU PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES OU ALTERNATIVES

Au sens du droit français, aucune prestation supplémentaire ou alternative n'est prévue.

Au sens du droit communautaire, les marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires ainsi que les modifications éventuelles du marché public qui pourraient intervenir en cours d'exécution des travaux sont assimilés à des options.

Au titre des éventuelles modifications envisagées en cours d'exécution, le pouvoir adjudicateur se réserve, notamment, la possibilité conformément à l'article R 2394-1 du code de la commande publique de modifier certaines prestations pour tenir compte des contraintes techniques découvertes en cours d'exécution des travaux. Ces modifications consisteront toutefois à valoriser des prix présents sur le bordereau des prix unitaires ayant valeur contractuelle et ne pourront se traduire par une modification de l'économie générale du présent marché.

## 3 - LES INTERVENANTS

### 3.1 - MAÎTRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'œuvre est assurée par : **La Commune Nouvelle de Villedieu-les-Poêles-Rouffigny.**

### 3.2 - CONTRÔLE TECHNIQUE

Aucun contrôle technique n'est prévu pour cette opération.

### 3.3 - SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS

Aucune coordination sécurité et protection de la santé n'est prévue pour cette opération. En revanche, le maître de l'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention et procède, avec le concours du ou des titulaires, à une analyse des risques afin d'élaborer le plan de prévention.

## 4 - CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

### 4.1 - DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est attribué pour une durée d'une année à compter de sa date de notification. Ce marché est reconductible par tacite reconduction par période d'une année. Le nombre de reconductions maximum est de 2.

La reconduction est tacite et le titulaire ne peut pas s'y opposer. Si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire le marché, il notifie au titulaire sa décision trois mois avant la date anniversaire de notification. En cas de décision de ne pas reconduire le marché, le titulaire ne pourra pas prétendre au versement d'une indemnité.

### 4.2 - DÉLAI EXÉCUTION

Le délai d'exécution sera proposé par le candidat dans chaque Bon de commandes demandé par la collectivité dans le cadre de l'exécution du marché.

Pour tout bon de commande dans le cadre de l'exécution du marché, le candidat fournira un planning de mise en œuvre de l'ensemble des dispositifs demandés. Le planning devra tenir compte des délais maximums, approvisionnement inclus.

Les délais indiqués ci-dessous ne tiennent pas compte de la période de préparation fixée à 30 jours calendaires visée à l'article 10.3.1 du présent CCAP courant à compter de la notification de chaque bon de commande associé au présent marché.

Le délai maximum pour les « opérations majeures » est de 6 mois, cela concerne la construction de réseaux de fibre par exemple ou encore la création d'un ensemble de points vidéo.

Le délai maximum pour les « opérations importantes » est de 2 mois, la séparation des réseaux « data » et « vidéo » par exemple ou encore la migration des serveurs et logiciels du CSU.

Le délai maximum pour les « opérations standard » correspond à celui indiqué par le candidat sur chaque ligne du BPU.

Le délai maximum pour les opérations de maintenance curative est indiqué dans l'annexe 4 au présent CCTP dédié à la maintenance.

À chaque demande, la ville précisera au candidat le type d'opération (majeure, importante, standard) le candidat organisera son devis en conséquence.

Le maître d'ouvrage réceptionnera les travaux au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Ce délai d'exécution part à compter de la date fixée par le bon de commande prescrivant de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

Ce calendrier sera mis au point au cours de la période de préparation du chantier conformément aux dispositions des articles 4.1, 4.2 et 10.3.1 du CCAP.

Ce dernier délai part à compter de la date fixée par le bon de commande prescrivant au titulaire du marché de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

La notification du présent marché est envisagée début **juillet 2025**.

À titre indicatif, les travaux débiteront à priori début **septembre 2025**

#### 4.2 - MODALITÉS ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Subvention et budget communal.

Des subventions sont toutefois escomptées des organismes suivants :

- L'État, par le biais du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance, peut prendre en charge de 20 à 40% du montant portant sur l'investissement (études préalables, installation de matériel).
- Éventuellement la Région.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires.

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

#### 5 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC).
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes.
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP).
- le Cahier des Clauses Techniques et Particulières (CCTP) et ses annexes :
  - annexe n°1 : Plan d'implantation des points vidéo existant et à venir ;
  - annexe n°2 : réseaux et transmissions existantes ;
  - annexe n°3 : détails des matériels existants;
  - annexe n°4 : CCTP de la maintenance ;
  - annexe n°5 : descriptif des travaux concernant les nouveaux points envisagés
  - annexe n°6 : indication des secteurs soumis à autorisations ou déclarations
  - annexe n°7 : synoptique de la séparation des réseaux.
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le descriptif quantitatif estimatif (DQE)

Le dossier sera téléchargeable gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.coindesarichis.fr>

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le



dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 6 - PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 6.1 - DOCUMENTS À PRODUIRE

Conformément à l'article R.2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les renseignements ou documents justificatifs listés ci-dessous, dès lors que la Personne Publique a la possibilité de les obtenir directement et gratuitement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'information administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Dans ce cas, le candidat fournit l'ensemble des informations nécessaires à la consultation de ces outils numériques (adresse, identifiant, mot de passe, etc.). La lettre de candidature (ou DC1) et le jugement de redressement judiciaire ne sont toutefois pas concernés par la disposition ci-dessus.

**Le dossier contiendra les éléments suivants :**

**Pièces de la candidature :**

1. **Une lettre de candidature (ou DC1) précisant le ou les membre(s) du groupement avec identification du candidat et du marché pour lequel il est fait acte de candidature (document non-obligatoire).** En cas de groupement, les candidatures seront présentées soit par l'ensemble des opérateurs groupés soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation du marché ;
2. **Une déclaration sur l'honneur valant engagement sur l'honneur des articles R.2141-2 à R.2141-11 du code de la commande publique**
3. **Le cas échéant, copie du jugement de redressement judiciaire ;**
4. **Les attestations d'assurance en responsabilité civile et professionnelle et le montant correspondant du capital garanti pour l'année en cours ;**
5. **Les documents ou attestations de l'article D 8222-5 du Code du travail ;**
6. **L'attestation AGEFIPH ;**
7. **Les attestations fiscales et URSSAF à jour ;**
8. **L'extrait Kbis datant de moins de trois mois ;**

9. **La liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à autorisation de travail en France ;**

10. **Le pouvoir de la personne habilitée à représenter et engager le candidat ;**

11. **Un relevé d'identité bancaire (RIB)**

12. **Des justificatifs de la capacité économique et financière des candidats à exécuter les prestations du marché :**

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles.

Les candidats prouvant qu'ils sont objectivement dans l'impossibilité de produire cette déclaration peuvent, pour justifier de leur capacité financière, produire une déclaration appropriée de banque ou une preuve d'une assurance pour les risques professionnels, permettant au pouvoir adjudicateur d'apprécier leur capacité financière du candidat à exécuter les prestations objet du marché

13. **Des justificatifs de la capacité professionnelle et technique des candidats à exécuter les prestations du marché :**

- Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (indiquant le montant, l'époque, le lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin).
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature.
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- Certificats de qualifications professionnelles en matière d'installation et maintenance de vidéoprotection. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment, par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

Le niveau de capacité exigé est le suivant :

- Qualification APSAD R82 ou présenter une installation de références aux exigences de ladite qualification, ou toute autre qualification similaire ayant un lien avec l'objet du présent marché (ex : Qualifelec E2 ou équivalence) ;
- Certificat d'installateur vidéo, ou à défaut déclaration sur l'honneur que les installations seront conformes à l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ainsi qu'au code de sécurité intérieure en matière de vidéoprotection ;
- Certification sur le logiciel proposé ou faire preuve de sa compétence via une référence d'installation du logiciel proposé sur un système de taille équivalente. Il devra connaître et posséder tous les outils permettant de rentrer dans les programmations de tous les systèmes ;

- Attestation sur l'honneur de capacité à installer et à entretenir des systèmes de transmissions électromagnétiques dans le plus grand respect de la législation en vigueur et des normes sanitaires ;
- Attestation sur l'honneur que les intervenants sur le territoire communal sont habilités aux travaux effectués en hauteur ou sur terrasse.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent :

- Soit utiliser les **formulaires DC1 et DC2**. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/>.
- Soit utiliser le DUME (Document unique de marché européen) sur format papier. Ce document est disponible gratuitement sur le site : <https://ec.europa.eu/growth/tools-databases/espd/filter?lang=fr>

En tout état de cause, ils devront transmettre les éléments indiqués ci-dessus.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

#### **Pièces de l'offre :**

Libellés
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
Le bordereau des prix unitaires comprenant l'ensemble des prix
Le descriptif quantitatif estimatif
<p>Un mémoire technique permettant d'analyser le critère de la valeur technique défini ci-dessous et abordant en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyse et compréhension du projet, description des contraintes et méthodologies d'intervention (avec présentation des moyens humains avec leur qualification et des matériels affectés à l'opération)</li> <li>• Description des fournitures et des matériaux proposés (fiches techniques, caractéristiques, fonctionnalités, durée de vie et de garantie des produits avec précisions du SAV et de l'assistance technique proposée)</li> <li>• Planning de déploiement des nouveaux points vidéo.</li> </ul> <p>Ce mémoire technique devra d'une manière générale répondre aux diverses exigences du CCTP et comprendre l'ensemble des justificatifs et observations que le candidat juge utile à la bonne compréhension de son offre en tenant compte en particulier des modalités de jugement retenues pour apprécier la valeur technique de cette dernière (Cf. article 6 du présent règlement de la consultation).</p>

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 euros TTC.

Afin d'indiquer les sous-traitants connus, les candidats pourront utiliser l'annexe à l'acte d'engagement prévue à cet effet ou le formulaire DC4. Ce dernier document est disponible gratuitement sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>.

## 6.2 – PRÉSENTATION DES VARIANTES

~~Sans objet.~~

## 6.3 – PRÉSENTATION DES PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES / VARIANTES EXIGÉES

~~Sans objet.~~

## 6.4 - USAGE DE MATÉRIAUX DE TYPE NOUVEAU

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le cahier des clauses administratives particulières la clause suivante :

**« L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après mis en œuvre sur sa proposition :**

\_\_\_\_\_ pendant le délai de 2 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

**Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais sur simple demande du maître de l'ouvrage, par le (les) matériau(x) et fourniture(s) suivantes :**

\_\_\_\_\_ ».

## 6.5 – PRÉCISIONS SUR LA SIGNATURE PAR L'OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE DES PIÈCES AFFÉRENTES À SA CANDIDATURE ET À SON OFFRE

La signature, qu'elle soit manuscrite ou électronique, est obligatoire uniquement pour formaliser l'accord du marché public avec l'attributaire du marché.

Néanmoins, pour des raisons pratiques et afin d'éviter tout retard dans la notification, ainsi que toute démarche supplémentaire, les candidats sont invités à signer les pièces de leur candidature et de leur offre, mentionnées à l'article 6.1 du présent règlement de la consultation, au moment de leur dépôt

À défaut, le seul dépôt de l'offre non signée vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui leur sera éventuellement attribué. ~~Tout défaut de signature, retard ou réticence à ce stade exposera l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.~~

## 6.6 - VISITES SUR SITE

Le titulaire sera supposé connaître l'ensemble du projet. Il vérifiera les éléments mis à sa disposition au moment de l'établissement de la proposition ;

Une visite de site groupée à l'attention des opérateurs économiques souhaitant se porter candidat aura lieu 03 juillet 2025 à 11h00 en mairie. Cette visite est **obligatoire**.

Il est fortement conseillé d'avoir effectué une reconnaissance des lieux préalablement à cette visite, certains sites d'implantation des points vidéo étant sur la voie publique.

Cette visite permettra aux candidats de :

- Se rendre compte de l'importance et de la nature des travaux à effectuer ainsi que toutes les difficultés pouvant résulter de leur exécution ;
- Prendre connaissance de toutes les conditions de fonctionnement et d'organisation de l'opération (stockage des matériels, ressources en main-d'œuvre, moyens en outillage, installation de chantier...).
- La visite sera organisée comme suit :

Date	Horaires	Lieu	Sujet
03/07/2025	11h00-12h30	<b>COMMUNE NOUVELLE DE VILLEDIEU-LES-POÊLES-ROUFFIGNY</b> <b>Hôtel de Ville</b> <b>Place de la république</b> <b>50800 VILLEDIEU-LES-POÊLES- ROUFFIGNY</b> <b>Tél. : 02 33 61 00 16</b>	Présentation générale Dispositif central

Il est demandé aux participants de se présenter sur le lieu du rendez-vous au plus tard cinq minutes avant l'horaire prévu ;

À l'issue de cette visite, un **certificat de présence** sera remis à chaque opérateur économique présent.

Outre cette visite obligatoire, le candidat procédera à toutes les visites qu'il jugera utiles, pour apprécier l'importance et l'étendue de ses prestations et notamment juger des difficultés d'accès, du positionnement des caméras, de la couverture des zones à surveiller, des contraintes de toute nature y compris énergétiques et réseaux. Il ne pourra se prévaloir d'aucune méconnaissance de ces difficultés pour l'exécution de ses prestations.

## 7 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limite de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Les candidats devront respecter les obligations ci-après définies.

### Article 7.1: Format électronique du dossier

Pour constituer son offre, les candidats devront transmettre des fichiers compatibles avec les formats informatiques suivants :

pdf  
word 97  
excel 97  
RTF

dwg  
html  
.zip

#### Article 7.2 : Contenu du dossier électronique

Le dossier électronique devra contenir les éléments définis à l'article 5 du présent règlement de la consultation.

#### Article 7.3 : Signature des documents électroniques

Pour répondre à la présente consultation sous format électronique, les documents constitutifs de la candidature (Article 4.1 du présent Règlement) et les documents constitutifs de l'offre (Article 4.2 du présent Règlement) pourront être signés au moyen d'un certificat de signature électronique.

Les principales autorités délivrant les certificats électroniques acceptés par le site maximilien.fr sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.coindesarchis.fr>

En cas d'utilisation d'un certificat électronique autre que celui référencé par le site achatpublic.com, le candidat transmet, avec le document signé, le mode d'emploi permettant de procéder aux vérifications nécessaires. Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

- 1° La procédure permettant la vérification de la validité de la signature ;
- 2° L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Le format de signature est conforme au référentiel général d'interopérabilité défini par le décret du 2 mars 2007. La signature est au format XAdES, CAdES ou PAdES

Chaque fichier à signer doit être signé individuellement, de telle sorte que chaque signature puisse être vérifiée indépendamment des autres.

Un dossier zip signé n'est pas accepté comme équivalent à la signature de chaque document qui constitue le dossier zip.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

#### Article 7.4 : Détection d'un virus informatique

Lorsqu'ils ne sont pas accompagnés d'une copie de sauvegarde, tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique sera détecté par la Commune Nouvelle pourra faire l'objet d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document sera dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en sera informé.

#### Article 7.5 : Copie de sauvegarde

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique, et à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (CD, DVD, etc.) ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des offres.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « **copie de sauvegarde** ». Cette copie devra contenir l'ensemble des éléments décrits à l'article 4 du présent règlement de la consultation.

Lorsqu'une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue au pouvoir adjudicateur dans les délais de dépôt des offres ou bien n'a pas pu être ouverte par le pouvoir adjudicateur, celui-ci procède à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans les délais de dépôt des offres. Les plis, contenant une copie de sauvegarde, que le pouvoir adjudicateur n'aura pas besoin d'ouvrir seront détruits. Cette copie de sauvegarde ne peut

être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de **l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde**. La copie de sauvegarde envoyée par un candidat dans lequel un virus informatique sera détecté par la Commune Nouvelle pourra faire l'objet d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document sera dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en sera informé.

#### Article 7.6 : Dépôt des plis

Les candidats devront transmettre leurs dossiers au plus tard à la date et heure indiquées en page de garde du présent règlement à l'adresse Internet suivante :

<https://www.coindesarhis.fr>

### 8 – TRANSMISSION DU DOSSIER

Conformément à l'article R.2132-7 du code de la commande publique, les candidats doivent absolument transmettre électroniquement leur candidature et leur offre via le site: <https://www.coindesarhis.fr> avec le cas échéant une copie de sauvegarde déposée, conformément à l'article R.2132-11 du code de la commande publique, à l'adresse suivante :

**Commune Nouvelle de Villedieu-les-Poêles-Rouffigny**  
**Centre administratif**  
**Service de Gestion Comptable de Granville**  
**Le Trésorier – M. Attal Laurent**  
**35, rue de Hérel**  
**BP 719 50407 Granville Cedex**

Conformément à l'article R.2151.6 du code de la commande publique, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

### 9 - SÉLECTION DES CANDIDATURES

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans le délai qui leur sera indiqué, conformément aux dispositions de l'article R.2144-1 à 2144-4 du décret n°2018-1075 du code de la commande publique

Au-delà des clauses d'exclusion prévues par les articles L.2141-1 à L.2141-7 et L.2141-11 du code de la commande publique et de l'article R.2144-2 du code de la commande publique relatif aux marchés publics, les candidatures remises feront l'objet d'un examen visant à vérifier la capacité professionnelle, technique et financière de chaque candidat.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rejeter :

- le candidat n'ayant pas la qualité pour présenter une offre,
- le candidat dont les capacités techniques, professionnelles et financières paraissent insuffisantes,
- la candidature dont le dossier est incomplet.

Prise en compte des capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs sous-traitants ou opérateurs économiques

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs autre(s) opérateur(s) économique(s).

Dans ce cas, le candidat doit justifier des capacités professionnelles, techniques et financières de ce ou ces opérateur(s) économique(s) concerné(s) et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Le candidat doit donc produire les mêmes documents concernant le(s) opérateur(s) économique(s) que ceux qui sont exigés de sa part par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Entreprises en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire

Conformément à l'article L2141-3 du code de la commande publique, les personnes physiques ou morales en état de liquidation judiciaire et les personnes physiques dont la faillite personnelle a été prononcée ainsi que les personnes faisant l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ne sont pas admises à concourir pour l'attribution de ce marché public. Pour être admises à concourir, les personnes physiques ou morales admises au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger doivent justifier qu'elles ont été habilitées à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

## 10 - ATTRIBUTION DES MARCHÉS

Le jugement des offres sera effectué dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères et sous-critères	Pondération
1-Valeur technique	70.0 %
1-1 Analyse et compréhension du projet, description des contraintes et méthodologie d'intervention.	20.0 %
1-2 Description des fournitures et des matériaux proposés :	30.0 %
1-3 Pertinence et cohérence du planning prévisionnel d'installation du dispositif de vidéoprotection et délai d'exécution	20.0 %
2-Prix des prestations	30.0 %

Concernant le critère de la valeur technique, une note de 0 à 70 sera attribuée au regard du contenu du mémoire technique dans lequel les candidats doivent traiter et renseigner les divers points listés dans le présent règlement et dans le CCTP. Les diverses rubriques de ce mémoire technique seront appréciées comme suit :

Pondération des sous-critères :



Critères	Ss-critères
Analyse et compréhension, description des contraintes et méthodologie d'intervention	Compréhension globale et identification des contraintes
	Analyse des besoins réseau (caméras prévisionnelles)
	Analyse des besoins de stockage (caméras prévisionnelles)
	Transmissions - description et mise en œuvre
	Infrastructures - description et mise en œuvre
	Recherche d'optimisation des coûts de fonctionnement
	Intégration dans le mobilier urbain – description et mise en œuvre
	Solution logiciel - mise en œuvre et formation
	Masquages et conformité à la législation (code de sécurité intérieur)
	Prise en compte des contraintes de sécurités
	Prise en compte de l'environnement
	Prise en compte des problématiques de Cyber Sécurité
	Respect des normes en matière de transmissions
	SS-total
Description des fournitures et des matériaux proposés	Caméras
	Transmissions et réseaux
	Logiciel de gestion vidéo
	Logiciel de supervision

	Postes et serveurs et stockage
	Affichage
	Électronique et électrique
	Mobilier et fixations
	SS-total
Délais prévisionnels, traitement des contraintes et moyens mis à disposition	Délais prévisionnels (BPU)
	Prise en compte et traitement des contraintes identifiées
	Moyens mis à disposition
	SS-total
	<b>Total</b>

Concernant le critère du prix des prestations : Le critère du prix sera apprécié sur la base d'un DQE (descriptif quantitatif estimatif) communiqué aux entreprises.

Une note globale sur 100 sera donc attribuée aux candidats en additionnant les notes obtenues au regard des critères retenus. Les offres seront ainsi classées en fonction du nombre de points obtenus, le candidat obtenant le plus de points étant déclaré mieux-disant. En cas d'égalité de points, la meilleure note obtenue sur le critère le plus important permettra de départager les candidats.

## 11 - SUITE À DONNER À LA CONSULTATION

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité d'engager des négociations avec tous les candidats sélectionnés.

La présente consultation fera donc ensuite, éventuellement, l'objet d'une négociation avec les concurrents dont les offres auront été jugées économiquement les plus avantageuses après le premier classement des offres en utilisant les critères de jugement retenus si les offres concernées peuvent être améliorées financièrement ou techniquement.

Si le représentant légal du Pouvoir Adjudicateur décide de recourir à cette faculté, la négociation pourra porter sur les divers points constituant l'offre technique et financière du candidat. Le pouvoir adjudicateur décide des concurrents admis à négocier. Il peut décider de négocier avec tout ou partie des candidats selon les écarts constatés entre les offres reçues. La forme envisagée pour cette négociation est l'écrit. Le représentant légal du Pouvoir Adjudicateur se réserve toutefois la possibilité si cela s'avérait nécessaire de recevoir individuellement les candidats admis à négocier.

Il décidera le cas échéant, s'il accepte de convier à cette phase les offres jugées irrégulières ou inacceptables, à défaut ces dernières seront éliminées et la phase négociation ne pourra se dérouler qu'avec les autres offres.

En l'absence d'ouverture d'une phase négociation, les offres jugées inappropriées, irrégulières ou inacceptables seront éliminées. Toutefois, le pouvoir adjudicateur pourra s'il le décide autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. Cette éventuelle régularisation des offres irrégulières ne pourra en aucun cas avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres reçues.

À l'issue de la consultation, il ne sera versé aucune prime aux candidats non retenus.

Les soumissionnaires seront avisés du rejet ou de l'acceptation de leur candidature et/ou de leur offre. La signature du marché interviendra après l'expiration d'un délai de 11 jours à compter de l'envoi des courriers de rejet des candidatures et/ou des offres.

Cette note globale permettra de classer les candidats. Le marché sera attribué au candidat classé 1er à la condition que celui-ci produise dans le délai qui lui sera alors imparti, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prévus à l'article R.2143-6 du code de la commande publique

Si le candidat retenu ne peut produire les certificats précités dans le délai alors imparti, son offre sera rejetée et le candidat suivant dans l'ordre du classement sera invité à fournir ces documents dans les mêmes conditions.

Dans le cas où ces documents auraient déjà été produits lors de la consultation, le ou les attributaires pressentis n'auront pas à tenir compte de la demande précitée.

## 12 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

### ADRESSES SUPPLÉMENTAIRES ET POINTS DE CONTACT

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite à :

**La dématérialisation est obligatoire depuis le 1er octobre 2018 y compris pour les demandes de renseignements complémentaires**

**Les candidats sont invités à poser leurs questions via la plateforme :**

**<https://www.coindesarchis.fr>**

Une réponse sera alors adressée à tous les candidats ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification. Dans le cas où le candidat a retiré des documents (le règlement de la consultation ...) par voie électronique, l'entité adjudicatrice pourra communiquer vers lui à travers les adresses enregistrées lors du retrait de ces documents.

Il revient au candidat d'informer le l'entité adjudicatrice de tout changement d'adresse (courriel ou courrier), afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuels compléments (précisions, réponses, modifications).

Les documents de la consultation sont communiqués aux candidats dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande.